



COTE D'IVOIRE / CENTRAFRIQUE  
SUR CANAL+  
SPORT 2

## DES JOURNEES CANONS

LES PLUS GRANDS MATCHS DES 3<sup>EME</sup> ET 4<sup>EME</sup> JOURNEES  
DE QUALIFICATIONS DE LA CAN TOTAL CAMEROUN 2019  
SONT SUR LES CHAINES CANAL+

COTE D'IVOIRE / CENTRAFRIQUE  
LE 12/10 A 17H00 UTC SUR CANAL+  
SPORT 2

CANALPLUS-AFRIQUE.COM

22 22 65 65  
(COUT D'UNE COMMUNICATION LOCALE  
SELON VOTRE OPERATEUR FIXE OU MOBILE)

LES BOUQUETS  
**CANAL+**

# LA NOUVELLE TRIBUNE

Hebdomadaire togolais d'investigation, d'analyses, et de publicité

N° 0073 du Jeudi 11 Octobre 2018 / Prix : 250 F CFA

ZONE I : FIN DES OPERATIONS DE RECENSEMENT

P.3

# La CENI fait le point



FRANCOPHONIE DES PEUPLES

P. 6

# Tribune Libre de Kako Nubukpo

AERIEN

P. 5

## Asky dans le ciel mozambicain dès décembre

**BANQUE**

SUISSE

P. 2

## Le secret bancaire officiellement révolu

L'ère des comptes bancaires suisses numérotés est officiellement révolue, Berne partageant automatiquement depuis vendredi des données sur la clientèle avec les autorités fiscales de dizaines de pays.

**SPORT**

ELIMINATOIRES

P. 4

CAN 2019 /  
TOGO - GAMBIE

## Gilles Sunu et Denkey Kevin se confient

Le Togo affronte la Gambie ce vendredi 12 octobre au stade municipal de Lomé dans le cadre de la troisième journée des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des Nations Cameroun 2019. En regroupement depuis le week-end dernier, les Éperviers...

## SUISSE

# Le secret bancaire officiellement révolu

**ZURICH (Reuters) - L'ère des comptes bancaires suisses numérotés est officiellement révolue, Berne partageant automatiquement depuis vendredi des données sur la clientèle avec les autorités fiscales de dizaines de pays.**

L'Administration fédérale des contributions (AFC) a fait savoir vendredi qu'elle avait pour la première fois échangé des renseignements financiers fin septembre, « dans le cadre de la norme mondiale sur l'échange automatique de renseignements (EAR) ».

Le secret bancaire existe encore dans certains domaines - les autorités suisses ne peuvent pas automatiquement, par exemple, savoir combien les citoyens ont sur leur compte bancaire, mais l'époque où de riches Européens pouvaient

déplacer des fortunes en Suisse au nez et à la barbe du fisc fait partie du passé.

Ce changement radical fait que la Suisse se retrouve plongée dans une compétition féroce avec des places telles que Hong Kong et Singapour.

L'échange de données se fait avec les pays de l'Union européenne (UE), à laquelle s'ajoutaient l'Australie, le Canada, l'Islande, le Japon, la Norvège, la Corée du Sud, ainsi que Jersey, Guernesey et l'Île de Man.

« Chypre et la Roumanie sont

exclues pour le moment car elles ne remplissent pas encore les exigences internationales en matière de confidentialité et de sécurité des données », explique l'AFC.

La transmission de données vers l'Australie et la France « prend du retard car ces États ne pouvaient pas encore livrer leurs données à l'AFC pour des raisons techniques », ajoute-t-elle, précisant par ailleurs qu'elle « n'a également pas encore reçu les données de la Croatie, de l'Estonie et de la Pologne ».

Quelque 7.000 banques, trusts, assureurs et autres établissements financiers se sont enregistrés auprès de l'AFC et collectent des données sur des millions

de comptes pour les lui transmettre ensuite. Cette dernière envoie en retour des informations sur quelque deux millions de comptes aux États partenaires.

« L'AFC ne peut révéler aucune information sur le volume du patrimoine financier », souligne l'institution.

Les renseignements échangés comprennent des données d'identification, des données de comptes et des données financières, dont le nom, l'adresse, l'État de résidence et le numéro d'identification fiscale, ainsi que des indications sur l'institution financière déclarante, le solde du compte et les revenus de capitaux, poursuit l'AFC.

L'échange de données sera étendu l'an prochain à 80 États partenaires, pour autant qu'ils soient fiables en matière de protection des données et de confidentialité.

« La mise en oeuvre de l'EAR par les juridictions partenaires fait l'objet d'un examen par le Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales de l'Organisation de coopération et de développement économiques », dit encore l'AFC.

(Source : <https://www.boursorama.com>)

## SOMMET DE L'OIF

# Le Canada et le Québec lâchent Michaëlle Jean

**Le Canada et le Québec ont annoncé qu'ils retireraient leur soutien à la candidature de Michaëlle Jean pour le poste de secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF). L'ancienne journaliste canadienne, née en Haïti, concourait pour un second mandat, mais la Rwandaise Louise Mushikiwabo est désormais assurée de prendre sa place lors du 17e sommet de la Francophonie, qui ouvrira ses portes ce jeudi en Arménie.**

La « bataille des dames » pour la tête de l'Organisation internationale de la Francophonie, n'aura sans doute pas lieu. A quelques heures du 17e sommet de l'OIF, organisé les 11 et 12 octobre 2018 dans la capitale de la République d'Arménie, la Canadienne Michaëlle Jean, en quête d'un second mandat, a perdu le soutien des siens et se retrouve sans aucune chance de l'emporter.

Mardi soir, le Canada et le Québec se sont en effet ralliés à la candidature de sa rivale, la ministre rwandaise des Affaires étrangères Louise Mushikiwabo, qui était déjà soutenue par la Belgique, la France, l'Union africaine et une grande partie des près de 30 États africains de l'OIF.

Mis en minorité ces derniers mois, les Nord-Américains expliquent vouloir éviter de rompre avec la coutume, qui veut que le secrétaire général de l'OIF soit choisi unanimement et non lors d'un vote.

« Le Canada a décidé de se rallier au consensus, comme c'est la tradition, ça a toujours été la manière de faire, on ne va pas la changer », expliquait en soirée à l'Agence France-Presse

une source gouvernementale outre-Atlantique, laissant au passage entendre que Michaëlle Jean pouvait encore choisir de jeter l'éponge de sa propre initiative : « On a bien vu qu'elle n'avait pas les appuis nécessaires, la suite lui appartient, il faut se rendre à l'évidence. »

« Pour ce qui est du poste de secrétaire général, le Canada est prêt à se rallier au consensus, comme le veut la façon de faire en Francophonie », a confirmé Jérémy Ghio, porte-parole de la ministre canadienne de la Francophonie Mélanie Joly, dans un courriel adressé à la presse.

Même son de cloche également chez le nouveau Premier ministre élu du Québec, François Legault, attendu à Erevan avec Justin Trudeau, et qui salue le « potentiel » du consensus qui se dessine.

En annonçant sobrement qu'il se rallie à ce consensus naissant autour de Louise Mushikiwabo, le Canada utilise finalement une « façon polie » pour annoncer qu'il retire son soutien à Michaëlle Jean, explique-t-on du côté d'Ottawa. Une manière très diplomatique, donc,



Le Premier ministre fédéral canadien Justin Trudeau et la secrétaire générale sortante de l'OIF Michaëlle Jean, en avril

mais pour autant dénuée de la moindre ambiguïté. Le Canada laisse désormais le chef du gouvernement Justin Trudeau s'exprimer sur le sujet. Il devrait le faire à son arrivée à Erevan ce mercredi.

## La combativité de Michaëlle Jean, les soutiens de Louise Muchikiwabo

Les deux rivales sont en tout cas sur place et se sont même chaleureusement saluées lundi.

Michaëlle Jean, ancienne gouverneure générale du Canada née en Haïti, savait qu'elle ne partait pas favorite pour garder son poste. Mais elle s'est battue.

Elle espérait encore pouvoir convaincre une majorité des 54 délégations de plein droit, sur 84 entités représentées au total, lors du huis clos prévu entre chefs d'État et de gouvernement vendredi.

Mardi soir, quelques chefs

d'État africains semblaient encore encourager Michaëlle Jean à se battre jusqu'au bout, malgré le lobbying de la France. Il se murmurait que le Tunisien Béji Caïd Essebsi et le Malien Ibrahim Boubacar Keïta n'étaient pas hostiles à sa candidature. Bien que Mme Muchikiwabo ait reçu le soutien du comité des candidatures de l'UA le 28 juin dernier à Nouakchott, « IBK » avait d'ailleurs invité Mme Jean à Bamako le 22 septembre dernier.

Ces trois derniers mois, avant de changer son fusil d'épaule, le Premier ministre fédéral du Canada a tout fait pour défendre sa compatriote. Depuis la fin juin, il a téléphoné un par un aux chefs d'État africains, pour essayer de casser le consensus qui s'était formé à Nouakchott lors du sommet de l'UA.

Mais en face, Louise Mushikiwabo a mené une campagne méthodique,

avec l'aide décisive de son président. Et face à ce bloc africain, Justin Trudeau a commencé à douter.

En début de semaine, des éléments parus dans la presse canadienne ont commencé à se faire l'écho d'un doute dans l'entourage de Mme Jean. La France aurait même promis au Canada d'appuyer sa campagne pour un siège non permanent au Conseil de sécurité de l'ONU contre le retrait de sa ressortissante.

L'un des enjeux : éviter que le sommet ne se retrouve parasité par la question du secrétariat général sur fond de désaccord entre les deux gros bailleurs de l'OIF.

Selon un dernier pointage effectué mardi soir à Erevan, Michaëlle Jean espérait encore pouvoir compter sur le soutien de quelque 17 à 18 délégations au sein de l'OIF vendredi, malgré les polémiques sur sa gestion financière.

En dépit des critiques dont fait l'objet le Rwanda sur la question des droits de l'homme et sur son rapport complexe à la Francophonie, Louise Muchikiwabo aurait donc probablement le vent en poupe en cas de vote formel. D'où la décision du Canada.

(Source : RFI)

## ZONE I : FIN DES OPÉRATIONS DE RECENSEMENT

## La CENI fait le point

La Commission électorale nationale indépendante (CENI) était face à la presse hier mercredi. Objectif : dresser le bilan des opérations de recensement dans la zone I et annoncer le chronogramme des activités dans la zone II. Selon la CENI, « le processus d'enrôlement s'est bien passé dans toute la première zone ».

Isidore AYEKO

Dans sa déclaration à la presse, le président de l'organe de gestion des élections a relevé les grandes lignes du déroulement des opérations de recensement dans la zone I. « Les opérations d'enrôlement dans la première zone ont démarré le lundi 1er octobre 2018. Le 30 septembre, nous avons, dans une allocution de circonstance, invité les citoyennes et citoyens à aller massivement se faire recenser, afin de se doter d'un nouveau fichier électoral offrant toutes les garanties de transparence et de fiabilité.

Le résultat de cette option est que seule la nouvelle carte d'électeur permet désormais à son détenteur de participer aux consultations à venir. Les anciennes cartes d'électeurs, faut-il le rappeler, ne sont plus valables », a affirmé Pr. Kodjona Kadanga.

« Nous avons effectué des visites dans plusieurs centres de recensement et de vote pour nous assurer du déroulement des opérations. Le constat a permis de noter une forte mobilisation des citoyens. Je voudrais encore une fois leur réitérer notre gratitude pour avoir répondu à notre appel citoyen. Les compte-rendu qui nous sont parvenus de toutes les CELI ont aussi permis de relever certaines difficultés techniques. Avec la prise immédiate de mesures appropriées, ces situations ont été corrigées et les jours suivants ont vu un meilleur rendement du personnel et des équipements », note le président de la CENI.

L'organe de gestion des élections indique qu'en raison de l'affluence dans les centres de recensement, il a décidé de proroger l'heure de clôture journalière des opérations



jusqu'à 17 heures, à compter du 03 octobre. « Lundi 08 octobre, vous avez dû constater par vous-mêmes les longues files d'attente qui s'étiraient devant tous les bureaux de recensement. L'inscription sur les listes électorales étant un droit pour tous les citoyens remplissant la condition légale, et tenant compte des difficultés de la première zone, la CENI a accordé un délai supplémentaire de 24 heures pour permettre au plus grand nombre de personnes d'obtenir leur carte d'électeur.

Toutes les remontées d'informations et les recoupements effectués relèvent que le processus d'enrôlement s'est bien passé dans toute la première zone », fait savoir le président de la CENI.

Du traitement des données

« L'enrôlement des électeurs s'étant bien déroulé dans la première zone, la collecte de données qui s'en est suivie n'est que l'une des étapes du processus devant aboutir à la constitution du nouveau fichier électoral. Ces résultats seront compilés et rassemblés en une base unique et traités selon les normes et standards internationaux pour en assurer la transparence et la fiabilité. Parmi ces opérations intermédiaires, le code électoral prévoit notamment à son article



61, la suppression des doublons éventuels, de sorte que chaque électeur dispose d'une voix et d'une seule », précise Pr. Kodjona Kadanga.

Après la zone I, les opérations

de recensement auront lieu dans la zone II du 17 au 24 octobre. « La CENI prend d'ores et déjà toutes les dispositions pour tirer tous les enseignements de la conduite des opérations dans la première zone, afin de conjurer les problèmes techniques relevés lors de la seconde phase », a laissé entendre le président de la CENI.

Au total, 18 CELI sont concernées par les opérations de recensement dans la zone II. Il s'agit de : Amou, Ogou-Anié, Wawa-Akébou, Blitta, Tchamba, Tchaoudjo, Sotouboua-Mo, Assoli, Bassar, Binah, Dankpen, Doufelgou, Kéran, Kozah, Kpendjal-Kpendjal ouest, Oti-Oti Sud, Tandjoaré et Tone-Cinkassé.

Pr. Kodjona Kadanga a lancé un appel à tous les Togolais en âge de voter, résidant dans la deuxième zone, à se rendre massivement dans la CRV du 17 au 24 octobre pour se faire établir une nouvelle carte d'électeur.

## LÉGISLATIVES DU 20 DÉCEMBRE

## Le PRR boude (aussi) le recensement électoral

Nicolas Lawson n'est pas allé se faire enrôler. Le président du Parti du renouveau et de la rédemption (PRR) s'est mis à l'écart du recensement électoral pour les mêmes raisons que la coalition des 14 partis politiques de l'opposition. Selon lui, les prochaines élections législatives prévues pour se tenir le 20 décembre, ne régleront pas le problème togolais.

Les protagonistes de la crise sociopolitique, notamment le pouvoir de Faure Gnassingbé et la coalition des 14, sont le malheur du Togo, pense-t-il. Il faut, propose M. Lawson, tracer une « nouvelle voie » au

Togo à travers la formation d'un gouvernement de transition ou de salut public suivi de la dissolution de l'actuelle Assemblée nationale qui n'a, selon lui, plus de légitimité et la mise



en place d'une Assemblée constituante.

« Le problème qu'il y a, c'est qu'il y a une mal gouvernance, la misère et la corruption.

Les Togolais souffrent et les fonctionnaires sont mal payés, les centres hospitaliers sont des mouiroirs, l'éducation est bafouée et les populations qui vivent sur les terres minières ne profitent de rien. Voilà pourquoi les Togolais ne sont pas contents et qu'ils crient au changement », a-t-il déclaré mardi sur une radio privée de la place.

Pour lui, si on va aux élections, le Togo ne sortira pas de ses 2.000 milliards de dette contractée en 13 ans. Une

révolution pourrait naître au lendemain de ces élections, note l'acteur politique.

Nicolas supplie alors les protagonistes de la crise que seul un travail d'ensemble entre les acteurs politiques peut sauver le Togo. « Nous devons mettre Dieu devant toute chose, quelles que soient nos convictions », a-t-il relevé.

## ENTREPRISE

## Le deal Saham - Sanlam validé par le régulateur des assurances

La vente de Saham Assurances à Sanlam a été actée par l'agence de contrôle des assurances et de la prévoyance sociale (ACAPS).

Selon le confrère « L'Économiste », l'agence de contrôle des assurances et de la prévoyance sociale a donné son aval à l'acquisition de Saham Assurances par le géant sud-africain de l'assurance, Sanlam. La même

source ajoute que l'opération de closing, dernière étape dans la transaction, a eu lieu mardi dernier à Casablanca.

Le montant de cette vente a atteint 1,05 milliard de dirhams et a été le résultat



d'un de plusieurs mois de négociation entre les deux parties. Selon les termes de cet accord, les 35 compagnies

d'assurance que compte le holding marocain dans 26 pays passent désormais sous la bannière de Sanlam, leader continental avec une capitalisation boursière de 16 milliards de dollars.

Après ce deal, l'assurance a expliqué par le billet de son porte-parole, Moulay Mhamed Elalamy que « dans le cadre de sa transformation

en fonds africain, Saham attirera désormais de nouveaux partenaires, pour franchir un nouveau cap, et investir ainsi dans des métiers d'avenir, accélérateurs de développement pour notre pays et notre continent ».

## SORTIE DE CRISE AU TOGO

## Le Père Affognon réaffirme sa position

Le porte-parole de la Coordination des Forces Vives « Espérance pour le Togo », Père Marie-Chanel Affognon, affirme que la situation politique au Togo s'immobilise dans un bras de fer entre les acteurs politiques. Il s'exprimait mardi 09 octobre 2018 sur une radio locale.

Selon l'homme religieux et acteur de la société civile togolaise, Père Marie-Chanel Affognon, l'absence de volonté politique de bâtir une nation harmonieuse qui donnait la possibilité à tous les citoyens et citoyennes de jouir d'un bonheur commun semble ne plus exister au Togo. « Tout se cristallise dans un bras de fer de conquête et d'exercer le pouvoir ou de pouvoir déjà conquis qu'il faut maintenir à tout prix », fait-il savoir.

Le porte-parole de la Coordination des Forces Vives renseigne que le peuple togolais est un peuple d'abnégation. « Nous avons une patience extraordinaire. Nous ne sommes pas un peuple violent. Les politiques, quel que soit le bord, semblent profiter de ce trésor que nos ancêtres nous

ont laissé qui est le fruit d'une éducation de qualité qu'il faut vivre ensemble », relève le Père Affognon.

Aussi, souligne le religieux, il y a une « méfiance extrême » entre acteurs politiques au Togo. « Exemple, on a mis un temps fou pour dialoguer, on a fait appel à nos voisins (CEDEAO), on nous a laissés des recommandations et il faut les mettre en application. Voilà des crises naissent. Le comité de suivi a essayé encore de rassembler les acteurs pour leur dire: écoutez! Pour tout ce qui concerne le processus électoral, mettez-vous ensemble de façon consensuelle. Le lendemain presque le peuple s'est réjoui du fait qu'une fois les acteurs politiques se sont entendus, voilà d'autres crises qui naissent. Je me demande si ceux qui incarnent la politique dans



notre pays aiment vraiment le peuple », se demande le prêtre de l'église catholique.

« Les élections, pas une priorité »

Pour les Forces Vives, les réformes sont une condition sine qua non de sortie de crise au Togo. « Nous pensons qu'il faut savoir où est ce que nous allons. Nous disons à « Espérance pour le Togo » que notre peuple n'a jamais fait des élections une priorité. Nous avons déjà eu des élections qui ont engendré quel

bonheur pour le peuple togolais ? », se questionne le Père Affognon, porte-parole de la Coordination des Forces Vives. Ce dernier indique que les élections sont souvent source de conflits. « On arrive à faire les élections, le lendemain quand les résultats sont rendus publics, on bat le pavé, c'est la rue ; le pouvoir intervient grâce à l'armée, on enregistre des blessés, des prisonniers, et même des morts », relate-t-il. Ainsi, les Forces vives disent non au cycle « Elections, Contestation, Répression ».

« Le problème togolais n'est pas de passer rapidement aux élections. Nous pensons que cette course pour les élections porte déjà les germes de conflits, de violences, de blocage de l'économie et finalement de tensions inutiles à créer encore dans le pays. On peut aller pas à pas et nous disons que ce qui peut pacifier ce pays, c'est de procéder aux réformes. Qu'on ne donne pas l'impression qu'on a peur des réformes », souligne Père Marie-Chanel Affognon.

Toutefois, les Forces Vives restent optimistes pour un lendemain meilleur. « Le mouvement dont je suis membre garde l'espérance que les fils et filles du pays, acteurs politiques, vont parvenir à un sursaut patriotique ou à une volonté politique pour sauver la nation et la remettre vraiment debout pour tendre vers la vision de ceux et celles qui ont fondé ce pays », confie le porte-parole de la Coordination des Forces Vives « Espérance pour le Togo ».

## TOGO – GAMBIE

## Samuel Asamoah ne viendra pas

Annoncé et attendu dans le nid des Eperviers du Togo pour la double confrontation contre la Gambie les 12 et 16 octobre, Samuel Asamoah ne fera finalement pas le déplacement. Selon le confrère « africatosports », le milieu de Saint-Trond qui avait décidé de porter la tunique jaune est absent depuis le début des séances des entraînements des joueurs de Claude Leroy.

« Il ne viendra pas », a lâché un proche du joueur à Africatosports.

La raison, le natif d'Accra de père ghanéen et de mère togolaise songe à enfile les couleurs du Ghana. Et pourtant, il a plusieurs fois dit oui au technicien français qui s'est rendu souvent chez

lui en Belgique, d'abord pour le superviser et ensuite pour le convaincre en faveur du pays de sa maman. Le joueur lui-même a ensuite donné son itinéraire à la Fédération togolaise de football pour l'émission de son billet d'avion. La veille du regroupement, le joueur



a changé brusquement sa décision. Il faut dire que c'était pratiquement le cas en septembre alors que le

Togo avait rendez-vous avec le Bénin, pour le compte de la deuxième journée. Et là, il avait évoqué une blessure au

poignet.

Si certains joueurs comme Gilles Sunu et Floyd Ayité étaient absents contre les Ecureuils, Samuel Asamoah était vraiment attendu par le public sportif, puisque, depuis, il a été spécialement suivi par les médias togolais ces derniers temps sur ses performances et sa qualité.

C'est le second revers subi par Claude Leroy après celui de Jean-Eudes Aholou.

## SÉLECTIONNEUR DE LA GAMBIE

## Tom Saintfiet critique Claude Leroy

Le vendredi 12 octobre prochain, le Togo joue la Gambie en 3ème match qualificatif de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) Cameroun 2019. Derrière ces 2 nations se trouvent Claude Leroy et Tom Saintfiet. Le premier est l'actuel sélectionneur des Eperviers du Togo et l'autre est son prédécesseur à la tête de cette équipe.

Dans une interview accordée à Africa Top Sports, le technicien belge parle des résultats du Français à la tête des Eperviers du Togo que ses poulains vont rencontrer en 2 confrontations en l'espace de 5 jours.

« J'imagine que le groupe a progressé avec lui. Le Togo a fait beaucoup de matchs amicaux. Pour l'instant, en matchs officiels, les chiffres sont là. Depuis 2 ans que Claude Leroy est là, il n'a gagné qu'un seul match compétitif, le

match contre Djibouti », a-t-il confié au site d'informations sportives.

Veut-il dire qu'il a fait mieux en un an à la tête des Eperviers du Togo? A cette question, il répondra qu'il a gagné plus de matchs officiels que M. Leroy.

Le Belge qui se targue d'être l'acteur de la qualification du Togo à la CAN 2017, ne sous-estime pas les Eperviers de Claude Leroy qui, selon

lui, sont des mondialistes et ont déjà fait plusieurs CAN. Il ne compte pas non plus faire de la figuration lors de la double confrontation.

« Je veux qualifier la Gambie pour sa première phase finale de CAN. La dernière victoire du pays à l'extérieur remonte à 1983. Ce sera difficile pour nous mais nous travaillons beaucoup. Si on prend 4 points contre le Togo, ce serait super pour nous. L'ambition, c'est

d'être 2ème du groupe », a-t-il prévenu.

Sélectionneur du Togo entre mars 2015 et avril 2016, Tom Saintfiet a été remplacé par Claude Leroy, une décision qu'il n'a pas acceptée et continue de qualifier de regrettable.

Dans le groupe du Togo et de la Gambie, il y a aussi l'Algérie et le Bénin. Le Togo est le dernier de ce groupe après la Gambie.

## AFRIQUE SUBSAHARIENNE

## Le FMI abaisse ses prévisions de croissance

Le Fonds monétaire international (FMI) a abaissé, mardi 9 octobre, ses prévisions de croissance pour l'Afrique subsaharienne en 2018 à 3,1% contre 3,4%, lors de sa précédente estimation datant du mois de juillet dernier.

« Les risques géopolitiques et les conflits internes pèsent sur les perspectives de plusieurs économies au Moyen-Orient et en Afrique subsaharienne », a expliqué le Fonds dans un rapport présenté à Bali (Indonésie), où se déroulent les réunions d'automne du FMI et de la Banque mondiale.

L'institution a toutefois maintenu ses prévisions de croissance pour l'Afrique subsaharienne à 3,8% en 2019.

Le FMI a, par ailleurs, abaissé

les perspectives de croissance de l'économie mondiale en 2018 et 2019. Il table désormais sur une croissance du produit intérieur brut mondial (PIB) de 3,7% pour chacune de ces deux années (-0,2 point), une hausse similaire à celle de 2017.

« La croissance économique mondiale est toujours solide, comparée à ce qu'elle était plus tôt au cours de cette décennie, mais elle semble avoir plafonné », a commenté Maurice Obstfeld, le chef économiste du FMI.



L'institution explique notamment cette situation par la montée des incertitudes liées aux tensions commerciales et à la situation de certains pays émergents.

Les prévisions de croissance en 2018 des Etats-Unis et de la Chine, les deux premières puissances économiques mondiales, ont été maintenues, à respectivement +2,9% et +6,6%. Le FMI

a cependant estimé que la croissance va ralentir en 2019, à 2,5% pour les Etats-Unis (-0,2%) et +6,2% (-0,2%) pour la Chine, en raison de l'intensification prévisible de la bataille commerciale entre les deux géants.

Ailleurs, dans le monde, le Fonds a également abaissé ses prévisions de croissance pour la zone euro à 2% cette année (-0,2 point). Il s'est aussi montré encore plus pessimiste pour l'Amérique latine et la zone des Caraïbes dont le PIB pour 2018 est désormais attendu en hausse de 1,2% (-0,4 point).

## RAPPORT 2017 SUR LA ZONE FRANC

## La Banque de France note un dynamisme économique dans l'UEMOA

La Banque de France vient de publier son rapport sur la Zone franc en 2017. Celui-ci fait état d'un taux de croissance de 3,9 % en termes réels en 2017, contre 3,6 %, en 2016, à en croire l'Agence Ecofin.

Selon cette institution, au cours de cette période étudiée, la croissance de l'activité économique en Zone franc est restée supérieure à celle de l'Afrique subsaharienne, mais des écarts significatifs demeurent entre les pays.

Les pays exportateurs de pétrole ont continué de subir les contrecoups de la baisse du prix du baril de mi-2014 à début 2016.

Ainsi, l'activité économique dans l'UEMOA, portée par la croissance de la Côte d'Ivoire et du Sénégal, a continué de progresser au rythme soutenu de 6,7 %, alors qu'elle a

stagné en CEMAC.

Tous les pays de la CEMAC, à l'exception de la Centrafrique, demeurent en effet plus sensibles aux fluctuations du prix des matières premières et notamment du pétrole.

L'Union des Comores a quant à elle connu une légère progression de sa croissance en 2017, à 3,0 %, portée notamment par la hausse de la production de produits agricoles.

Par ailleurs, les pays de la Zone franc ont continué d'enregistrer des taux d'inflation (+ 0,8 % en



moyenne annuelle), nettement plus faibles que ceux de l'Afrique subsaharienne (+ 11,0 %) en 2017.

En outre, l'arrimage à l'euro

a en effet protégé les pays de la Zone Franc des chocs inflationnistes consécutifs, à de fortes dépréciations du taux de change, auxquelles ont été confrontés les pays

en développement les plus vulnérables, souligne la Banque de France.

Cette inflation très modérée est observée dans l'ensemble des régions de la Zone franc, tant en CEMAC, avec + 0,9 % en moyenne annuelle, qu'en UEMOA (+ 0,8 %) et en Union des Comores (+ 1,0 %).

Il est à noter que le Rapport de la Zone franc a été rénové et recentré sur les évolutions globales et structurelles. A savoir : la montée de l'endettement public; les liens entre Etats et banques et enfin, la diversification des exportations qui demeure insuffisante pour favoriser le développement économique.

## TRANSPORT AÉRIEN

## Asky dans le ciel mozambicain dès décembre

Selon notre confrère « Togofirst », Ethiopian Airways, partenaire technique et actionnaire d'Asky va desservir le réseau local aérien mozambicain dès décembre 2018.

Via sa nouvelle compagnie Ethiopian Mozambique Airlines, la compagnie aérienne éthiopienne débutera ses opérations dans ce pays d'Afrique australe.

Le confrère renseigne que

pour assurer les lignes intérieures de ce pays, Ethiopian va s'attacher les services d'une partie de la flotte de la compagnie panafricaine Asky Airlines, dont le siège se trouve dans la capitale togolaise. Plus



exactement, les lignes seront assurées avec un Boeing B737-800 et un Dash8-Q400 affrétés auprès d'ASKY Airlines.

Il est précisé que la nouvelle compagnie basée à Maputo, capitale du Mozambique, va desservir 09 aéroports du pays dont 06 internationaux (Maputo, Beira, Tete, Nampula, Nacala et Pemba).

Elle disputera le marché du transport aérien intérieur du Mozambique avec cinq autres compagnies locales à savoir Mozambique Airlines

(LAM), Mocambique Expresso (MEX), CFM Transportes Aereo, TTA et Solenta Aviation Mozambique.

Avant cette nouvelle offre, le partenariat technique entre Ethiopian Airlines et Asky Airlines permet à la compagnie panafricaine de relier les Etats-Unis, le Brésil et bien d'autres destinations.

## TRIBUNE LIBRE

# À quand la francophonie des peuples ?

*L'histoire montre que, sans le soutien des peuples, les institutions intergouvernementales sont condamnées. Alors que démarre le sommet d'Erevan, et dans un contexte où le multilatéralisme est sans cesse en recul, l'économiste Kako Nubukpo et l'historienne Caroline Roussy lancent un appel à une « francophonie de l'action » qui « assume son devoir de subversion ».*

De rencontres en interviews, ce sont toujours les mêmes questions qui reviennent : qu'est-ce que l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) ? Pour quoi a-t-on besoin d'une institution ? À quoi celle-ci peut-elle bien servir ? Le prochain sommet de la Francophonie s'ouvrira le 11 octobre à Erevan, en Arménie, et c'est parce que l'on peine parfois à répondre à ces questions et qu'à chaque fois le malaise le dispute au scepticisme qu'il est urgent de repenser la Francophonie. L'histoire n'a-t-elle pas montré que, sans le soutien des peuples, les institutions intergouvernementales étaient condamnées ? La Société des nations (SDN), l'Union latine, la Confédération sénégalaise n'en ont-elles pas toutes fait l'expérience ? Parce qu'au fond, la question est la suivante : si une institution ne sert à rien, pourquoi s'émouvoir de sa disparition ?

La Francophonie, c'est vous, lecteurs de la presse francophone, c'est nous, économistes, historiens ou chercheurs d'autres sciences humaines et sociales. La Francophonie, ce sont 250 millions de personnes réparties sur cinq continents, ayant en partage ce Français qui nous permet d'échanger, de communiquer, de faire des affaires et de nous aimer. La Francophonie, c'est une langue bien avant d'être une institution.

« Dans les décombres de la colonisation nous avons trouvé cet outil merveilleux : la langue française », écrivait Léopold Sédar Senghor, premier président du Sénégal et père fondateur de la Francophonie. La francophonie, nous l'expérimentons au quotidien, en dehors de l'institution, y compris avec des pays qui ne sont pas membres de l'OIF – c'est le cas de nos amis Algériens par exemple.

La Francophonie institutionnelle, qui est devenue un instrument de la diplomatie et, partant, de négociations souterraines, doit renouer avec ses fondamentaux et servir à

renforcer les passerelles entre les peuples, créer les conditions de synergies communes et favoriser l'éclosion de projets à forte valeur ajoutée.

Il ne s'agit pas d'une défense rabougrie du français ou des intérêts de la France, mais bien de considérer que cette langue que nous avons en partage est un liant par-delà les frontières et les territoires.

Dans un contexte où le multilatéralisme ne cesse d'être bafoué sur l'autel du retour des nationalismes, le rappel de valeurs fondamentales comme la fraternité doit donner du sens à l'action. La coopération, la co-construction de projets apurés de toute asymétrie, dans un souci d'égalité, doit être une exigence quotidienne. Et c'est au nom de ces valeurs que nous en appelons à une francophonie des peuples, où chacun d'entre nous pourra trouver sa place.

À cet égard, dans une note publiée le 20 septembre dernier par la Fondation Jean Jaurès (« Pour une Francophonie de l'action »), nous avons développé des propositions autour de quatre axes : faire communauté ; adopter une vision culturelle ambitieuse ; valoriser la pertinence du développement économique en francophonie et réformer l'action politique de l'organisation.

Ces quatre axes ont en commun le goût de l'avenir et doivent favoriser la circulation des biens et des personnes via des programmes comme l'Erasmus francophone, les visas francophones, la promotion de jeunes talents prometteurs et ambassadeurs de la francophonie, ou encore la circulation d'expositions inter-musées.

Il nous faut être créatifs et novateurs, en osant par exemple créer une académie francophone (et pourquoi pas une Académie Monde, dans le sillage des réflexions des intellectuels et écrivains !), un fonds d'investissement dédié ou même une cellule de veille prospective.

Des réformes institutionnelles



concrètes doivent également être adoptées. Nous pensons ainsi qu'il faut auditionner les candidats au poste de secrétaire général et qu'un débat projet contre projet puisse être engagé afin d'éviter les questions de personne au détriment des enjeux de fond.

Nous préconisons la création d'un conseil des sages, formé de cinq sherpas, dont la mission sera de soutenir et/ou d'orienter les décisions du secrétaire général lorsqu'il s'agira de défendre des principes inaliénables tels que le respect de la démocratie et des droits de l'Homme, qui ont valeur normative dans

international (FMI) ou de la Banque Mondiale. Elle doit porter haut et fort l'étendard du pragmatisme économique, celui qui plaide pour la reconnaissance de la rationalité plurielle des individus, le refus d'une société de marché sur fond de « laissez-faire, laissez-passer », l'instauration dans les pays du Sud d'un « protectionnisme éducateur », selon la formule de l'économiste allemand Friedrich List, à l'ombre duquel pourrait se réaliser la transformation structurelle des économies, transformation créatrice de valeur ajoutée et d'emplois

formes institutionnelles et la singularité des trajectoires historiques.

La Francophonie politique a un sens car nous procédons d'une même histoire de la pensée ce qui nous permet de débattre, d'exprimer nos désaccords, de trouver des consensus. À cet égard, l'OIF doit être en pôle position sur des sujets majeurs comme la crise migratoire et s'imposer comme intermédiaire entre l'Union africaine et l'Union européenne. Il y a urgence car nous sommes tous responsables de chaque vie perdue en Méditerranée.

Dans un objectif de rassemblement et d'efficacité, il faut créer les niveaux d'intermédiation entre le politique et les peuples et de faire de cette Francophonie notre bien commun. À la veille des cinquante ans de l'OIF, les attentes sont très fortes et l'organisation doit assumer son rôle de catalyseur des énergies pour servir et faire advenir la francophonie des peuples. Reste à savoir si, à la veille du sommet d'Erevan, nos politiques sauront être au rendez-vous de l'Histoire.

Par Pr. Kako Nubukpo (économiste) et Caroline Roussy (historienne)



la Déclaration de Bamako, adoptée en 2000 par les chefs d'États et de gouvernements.

La Francophonie économique doit assumer son devoir de subversion et refuser d'être un avatar du Fonds monétaire

décents.

Elle doit constituer un laboratoire du futur, d'où sortiront des prototypes d'organisation économique, irrigués notamment par la révolution numérique et adaptés à la diversité des

## ELIMINATOIRES CAN 2019 / TOGO - GAMBIE

## Denkey Kevin : « Tout donner au collectif »

Le Togo affronte la Gambie ce vendredi 12 octobre au stade municipal de Lomé dans le cadre de la troisième journée des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des Nations Cameroun 2019. En regroupement depuis le weekend dernier, les Éperviers peaufinent les derniers réglages depuis lundi. Parmi les 23 joueurs convoqués, figure le jeune Denkey Kevin (Nîmes/France), une étoile montante de l'attaque togolaise.

« Les automatismes sont prêts, on travaille, on s'entraîne, on fait de bonnes choses et il y a de la qualité à l'entraînement et là on est à trois jours du match, il y a des automatismes et on commence par rentrer tranquillement dans le match. On sait qu'il y a de l'attente par rapport au match de vendredi mais on va faire en sorte de bien se préparer pour vendredi », a laissé entendre l'Épervier après la deuxième séance de

mardi.

Sur la question de ses ambitions personnelles, le jeune Denkey Kevin pense plutôt mettre ses atouts au profit du collectif : « Ambition personnelle, c'est plus collectivement. Moi je pense plus au collectif. Moi je vais essayer d'apporter tout ce que je peux apporter au collectif, et personnellement si ça vient tant mieux mais je pense plus à l'équipe. J'espère être titulaire



même si je ne suis pas titulaire ce n'est pas grave. Si je rentre, j'apporterai tout ce que je pourrai apporter. C'est un grand plaisir de revenir en sélection.

C'est quelque chose d'énormes

de jouer pour son équipe, sa patrie, de mouiller le maillot, c'est vraiment un grand plaisir et je prends vraiment du plaisir et je m'amuse avec la sélection. Le capitaine Adebayor me parle beaucoup et c'est grâce à lui que

j'arrive à mieux maîtriser et je le remercie beaucoup. »

La victoire sur la Gambie est très capitale pour une éventuelle qualification. Et pour y arriver, il faut nécessairement l'apport du douzième homme derrière les Éperviers. Denkey Kevin demande au public sportif de faire massivement le déplacement pour les pousser à la victoire ce vendredi à Lomé : « Le peuple togolais serait important pour nous.

C'est deux matchs importants et il y aura un match après à l'extérieur et ils ne seront pas là mais à la maison il faudrait qu'ils soient tous là pour qu'on puisse faire de belles choses. »

## Gilles Sunu : « Je suis très fier et très honoré de représenter mon pays »

Parmi les 23 Éperviers convoqués pour le match Togo-Gambie, on remarque la présence pour la première fois de Gilles Sunu.

Dans une interview accordée à la presse après cette première séance d'entraînement, l'attaquant de Erzurumspor (Première division turque) se dit très fier et très honoré de représenter son pays.

« Je suis très fier et très honoré d'autant plus que ça fait longtemps que j'étais pas venu à Lomé donc très fier et très honoré de pouvoir représenter mon pays. J'ai regardé le match contre l'Algérie et je pense que c'est une équipe qui va jouer en contre. Maintenant notre objectif c'est de gagner à domicile et aller chercher un point là-bas puisque c'est toujours très difficile en Afrique



d'aller gagner des matchs à l'extérieur. J'essaie d'emmener

mon envie et mes qualités de joueurs notamment ma vitesse et puis voilà en tant que joueur offensif marquer des buts et faire des passes décisives, c'est ça l'objectif », a-t-il déclaré.

Longtemps courtisé par le Togo et annoncé même pour la CAN 2017 au Gabon, le franco-togolais avait brillé par son absence. Il juge qu'aujourd'hui est le bon

moment. « Voilà, ça a un peu tardé, parce que j'ai traîné des blessures quelques années, j'en suis sorti et maintenant je pense que c'est le bon moment de représenter le Togo. », a déclaré Gilles Sunu.

## CHAMPIONNAT NATIONAL D1

## Koroki recrute un nouvel entraîneur

Le club champion en titre du Togo, Koroki Metè de Tchamba engage un nouvel entraîneur en vue des échéances continentales. Le nouvel entraîneur d'origine malienne Brehima Traoré a paraphé un contrat d'une année renouvelable et a été présenté au cours d'une conférence de presse organisée par les responsables du club à Lomé.

Titulaire d'un diplôme B CAF, Brehima Traoré ancien international malien aura pour mission de propulser les Archers de Tchamba en quart de finale de la ligue africaine des clubs champions édition 2019.

Sur l'avenir de l'ancien entraîneur du club Adam Fazazi, le vice-président de Koroki, Affo Bassabi affirme : « Adam Fazazi n'a pas été limogé. Il reste dans le staff de Koroki. Il sera utilisé à d'autres fins dans le club de Koroki. N'ayant pas le diplôme requis pour être sur le banc d'un club

qui joue la ligue des Champions, nous avons voulu renforcer le staff pour pouvoir atteindre les objectifs fixés qui est d'aller le plus loin possible dans cette compétition. »

Conscient de la lourde tâche qui est la sienne, le nouvel entraîneur reste optimiste et déclare : « Je suis conscient de cette grande responsabilité qu'on me donne mais j'ai déjà vécu cela et je sais que ce qui nous attend est difficile mais pas impossible. J'ai confiance en moi et je sais qu'avec l'apport de tous, nous allons réussir. »



Koroki Metè de Tchamba est classé 9ème avec seulement 3 points au compteur, après 3 journées du championnat national de football de première division saison 2018-2019. Koroki

va donc représenter le Togo à la ligue africaine des clubs champions édition 2019

LA NOUVELLE  
TRIBUNE

Hebdomadaire togolais d'investigation, d'analyses, et de publicité

Récépissé No 0546/31/05/16/  
HAAC

Djidjolé - Batomé, von après  
Maison Suzanne AHO, en face  
de l'église EAC-TOGO  
Tél : 90 03 83 30 / 98 01 82 02  
www.lanouvelletribune.net

Directeur de la Publication

Elom K. ATTISSOGBE  
Tél : (+228) 91 90 48 04 /  
98 01 82 02

Rédacteur en chef

Nicolas EDORH

Rédaction

Elom ATTISSOGBE  
Nicolas EDORH  
Béatrice AGBODJINO  
Ismaël ALI

Infographie

La Nouvelle Tribune

Impression

LA COLOMBE

Tirage

1000 exemplaires

# COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE **CENI-TOGO**



**NOUVEAU RECENSEMENT  
ELECTORAL**



Du **1er** au **8 octobre 2018** : **ZONE 1**  
Du **17** au **24 octobre 2018** : **ZONE 2**



***C'est elle  
qu'il vous  
faut***



***Les anciennes  
cartes  
ne servent plus***

**#ElectionsTg2018**

**Togolais, viens, bâtissons la cité !**